

LE FRANCO

www.lefranco.ab.ca

[@JournalLeFranco](https://twitter.com/JournalLeFranco)

[Le Franco \(journal\)](https://www.facebook.com/LeFrancoJournal/)

| 12 pages | Du 11 au 18 mars 2021 |
Volume 91 | N°15 | N° de convention 40011833

FRANCOPHONIE

LA COMMUNAUTÉ
PRÉSENTE SES DÉFIS
À VENIR

P.4

EDMONTON

12 000 PERSONNES ONT
PARTICIPÉ AU CANOË VOLANT

P. 6

PROVINCIAL

CES FEMMES FRANCOPHONES QUI
SE SONT LANCÉES DANS
L'ENTREPRENEURIAT

P. 9

POÉSIE

DEUX LECTRICES PARTAGENT
LEURS VERS

P. 11



Ô CŒUR DE LA RUE

EDMONTON

L'ERRANCE COMME SEULE PERSPECTIVE

Pris dans un cercle vicieux, les sans-abri ont de la difficulté à en sortir. Leurs instincts de survie sont constamment mis à l'épreuve par de nombreux défis quotidiens. Accompagné de Kevin Bell, bénévole auprès des itinérants, Le Franco s'est rendu au Shaw, un refuge temporaire situé au Centre de Convention d'Edmonton et s'est joint pendant une soirée à lui et Vee Point, un ancien sans-abri et militant de l'itinérance, pour aller leur porter de la nourriture.

Gabrielle Beaupré
Journaliste

À l'extérieur, la cour du refuge est clôturée par un grillage. Kevin Bell, ancien travailleur du système pénitentiaire, remarque que l'aménagement ressemble à une prison. Les personnes fument cigarettes, marijuana et une forte odeur de crack est ressentie.

À l'entrée, un membre du personnel prend la température, inscrit le nom des nouveaux arrivés sur une tablette électronique et leur demande où ils ont passé leur dernière nuit. Le couvre-visage est requis, mais le personnel en fournit au besoin. Par la suite, un agent de sécurité fouille les sacs.

Cohabitation difficile

Peter habite depuis un mois et demi au refuge. Ce francophone dit détester y habiter, mais n'a pas le choix en raison de l'hiver edmontonien. Il a hâte du retour des températures clémentes pour quitter ces lieux et retourner vivre à l'extérieur, sous sa tente.

Il mentionne que la cohabitation est très difficile. Peter indique que les bagarres sont fréquentes. Il ajoute n'avoir au-

cun problème avec personne et que personne n'a de problème avec lui. Cependant, il dit s'être «fait voler son cellulaire récemment» et que d'autres se sont fait voler leurs articles personnels. «On a de bonnes personnes ici, mais on a également des voleurs, des violeurs et des assassins», indique-t-il.

Kevin Bell souligne la lourdeur de l'ambiance du refuge. «Les conditions de vie sont tellement difficiles que les itinérants boivent et consomment pour pouvoir les surmonter». Il ajoute que la plupart d'entre eux ont des troubles concomitants de consommation et de santé mentale. Le militant remarque que leur seule alternative au refuge est le camping d'hiver. Le militant remarque que leur seule alternative au refuge est le camping d'hiver. «Ce sont des gens ayant de bonnes capacités de survie qui peuvent vivre à l'extérieur en hiver». Pourtant chaque année, plusieurs personnes décèdent dans le froid extrême des rues de la ville.

En général, les campeurs itinérants choisissent des endroits peu visibles. Kevin Bell relate qu'ils se heurtent parfois à des ordres policiers leur demandant de quitter les lieux en raison de plaintes de résidents aux alentours.

Défis quotidiens

Lors de la tournée de nourriture, Kevin Bell et Vee Point ont donné 40 soupes, du pain, des jus de fruits et des cigarettes. Kevin souligne que «trouver de la nourriture est un défi pour les itinérants». Vee Point, activiste qui a connu la réalité de la rue, renchérit. «Quand on est sans-abri, on a tout le temps faim». Lorsque les deux

hommes portent de la nourriture aux itinérants, ils relatent avoir peu de refus et mentionnent être remerciés avec gratitude.

Pendant la soirée, les deux hommes ont offert de la nourriture à un homme n'ayant pas soupé. Ce dernier indique que le refuge où il réside n'avait pas assez de portions pour lui. Vee Point, venant en aide aux itinérants depuis trois ans, relate que tous les centres pour sans-abri préparent un nombre x de repas. S'il y a moins de portions que de personnes, ces derniers devront trouver de la nourriture ailleurs ou ne mangeront pas.

Bien que certains reçoivent de l'aide pour se trouver un logement, Kevin Bell nuance que le système est très bureaucratique et ne convient pas aux itinérants. Grant [nom fictif], un sans-abri accro aux opioïdes rencontré près d'un Tim Horton, en est le parfait exemple.

Il raconte être dans l'attente, avec sa blonde, d'un endroit où vivre. Ne possédant pas de téléphone cellulaire, il a beaucoup de difficulté à garder contact avec les agences. Parfois, il réussit à obtenir un rendez-vous, mais son problème de consommation lui fait perdre le sens du temps et il ne s'y présente pas. Les fois qu'il se présente à l'agence, il se fait toujours dire que l'appartement est désormais indisponible, mais qu'il était disponible quelques jours plus tôt.

Selon les statistiques de Homeward Trust Edmonton, en décembre 2020, 1897 personnes étaient itinérantes à Edmonton : 47 % étaient des femmes, 32 % des jeunes et 54 % des autochtones.



Les itinérants ne se laissent généralement pas prendre en photos car ils ont honte de leur situation de vie. Crédit photo: Gabrielle Beaupré.

En route pour dénoncer la pauvreté

Vee Point est un ancien itinérant qui, suite à de nombreux séjours en prison et à de nombreux passages dans la rue, a réalisé que «son style de vie n'avait pas d' allure». Il a alors pris les moyens d'y remédier il y a trois ans. Depuis, il vient régulièrement en aide aux sans-abri en leur apportant chaque jour de la nourriture et en leur donnant du réconfort.

Pour dénoncer leurs conditions de vie et sensibiliser la population à la cause, Vee Point a marché de Calgary à Edmonton en traînant un chariot en solidarité avec les itinérants. Le 2 mars, Vee Point est parti à 8 h de la mairie de Calgary et a marché 40 kilomètres par jour sur l'autoroute 2A pour arriver devant la législature d'Edmonton le 9 mars.



Vee Point traînant son panier d'épicerie sur l'autoroute 2A près de la ville de Millet. Crédit photo : courtoisie



Le campement d'hiver des sans-abri, dans une côte. Crédit photo : Courtoisie.



La réalité de l'itinérance. Crédit photo : Gabrielle Beaupré

EDMONTON

LE MANQUE DE NOUVEAUX LOGEMENTS SOCIAUX FAIT CRAINDRE LE PIRE

Le gouvernement Kenney prévoit de couper de 25 % le financement des infrastructures municipales.

Hélène Lequitte

Initiative de journalisme local
Le Devoir

Le gouvernement albertain a annoncé le 25 février son intention de couper de 25 % le financement des infrastructures municipales au cours des trois prochaines années. Une mesure décriée par la Ville d'Edmonton qui craint de voir le nombre de sans-abri augmenter.

«Le budget de l'Alberta est terrible», déclare sans détour Jim Gurnett, activiste durant près de 40 ans sur les questions de logements pour The Edmonton coalition on Housing and Homelessness.

Selon lui, le budget 2021-2022, qui a été déposé jeudi dernier, ne rend pas compte de la réalité actuelle des Albertains. «Nous aurions besoin d'au moins 20 000 logements abor-

dables, alors que nous n'en obtenons que quelques centaines. Le budget contient juste assez d'argent pour construire 1000 logements, dans le courant de l'année, et ce, dans toute la province», explique-t-il.

Le budget a été présenté comme un budget «humaniste», axé sur la protection des vies et des moyens de subsistance. Le gouvernement de Jason Kenney dit «maintenir» un financement d'environ 193 millions de dollars pour les services de soutien et de proximité aux sans-abri, dans le cadre du nouveau budget 2021-2022, qui débutera ce 1er avril.

Or, dans le budget précédent qui se terminera ce 31 mars, le montant alloué pour cette même catégorie était d'environ 284 millions, accusant ainsi une baisse réelle de 55 millions.

Le budget enregistre aussi une réduction de 22 % des aides sociales dans la catégorie Société de logement social de l'Alberta, passant d'environ 298 millions à 276 millions des dépenses, prévues l'an prochain.

Les restrictions budgétaires annoncées auprès des municipalités risquent fort de renforcer non seulement la précarité, mais d'augmenter les coûts associés au problème d'itinérance. Le maire d'Edmonton, Don Iveson, n'a pas mâché ses mots ni caché son inquiétude. «Je suis mal à l'aise et déçu, la province n'est toujours pas prête à travailler avec Edmonton sur la question des logements sociaux», déplore-t-il sur son compte Twitter.

En effet, il n'y a pas de nouveaux fonds pour de nouveaux logements sociaux comme il l'avait demandé, soit 5,9 millions supplémentaires. Ce dernier tire la sonnette d'alarme et dénonce le manque de cohérence du gouvernement. «Les logements sociaux permettent non seulement de garantir aux personnes qui ont des besoins importants de sortir de la rue et d'être en sécurité, surtout en temps de pandémie. Mais, nous avons aussi des montagnes de preuves qui démontrent que les logements sociaux réduisent les coûts pour les budgets de la santé, de la justice et des forces

de l'ordre, au moment même où la province cherche à faire des économies», pointe le maire.

Logement social, une option à la rue

En attendant, la ville d'Edmonton enregistre au moins 2000 personnes sans domicile fixe, sur une population totale avoisinant un million d'habitants. Il y existe 10 refuges, dont 5 supplémentaires ont été installés grâce à l'argent du gouvernement fédéral, en raison de la COVID.

Si la question du logement social demeure cruciale, c'est parce qu'elle peut vraiment faire une différence dans une province où les loyers restent élevés. «En Alberta, les gens qui ont un logement social paient un loyer qui est inférieur de 15 ou 20 % à celui du marché», décrit Jim Gurnett.

Selon lui, il existe 25 000 logements sociaux à Edmonton, où les locataires dépensent 50 % de leurs revenus pour payer leur loyer. «Si les gens n'ont pas assez d'argent pour payer

ce qui correspond au prix du marché, ils deviennent des sans-abri. Certaines personnes ne sont pas encore à la rue, mais il y a un danger qu'elles le deviennent», prévient-il.

Aujourd'hui, il précise qu'il y a plus de personnes qui vivent aujourd'hui dans la rue qu'au paravant. Une responsabilité qu'il attribue aux gouvernements fédéral et provincial qui ont cessé de construire des logements, voilà plusieurs années. «De 1950 à 1993, au Canada, on a investi beaucoup d'argent dans la construction de logements sociaux et il y avait alors très peu de sans-abri. En 1993, les gouvernements ont arrêté», rappelle l'activiste du Edmonton coalition on Housing and Homelessness.

De son côté, Don Iveson appréhende ces coupes budgétaires et anticipe déjà «des pertes d'emplois pour la ville, mais aussi à travers toute la province, durant la période la plus fragile de la reprise économique», conclut-il.

PROVINCIAL

CRISE DES OPIOÏDES:
L'ALBERTA EN SURDOSE

Dans un contexte sanitaire rendu difficile par la COVID-19, la crise des opioïdes s'est intensifiée dans la province. Le nombre de surdoses a dépassé pour la première fois la barre symbolique des 1000 en 2020. Au contact de ces victimes, deux bénévoles d'Edmonton témoignent.

Maxime Mainieri

Journaliste

«Même si chaque cas est différent, toutes les catégories sociales peuvent être touchées». Ce constat alarmant concerne la dépendance aux opioïdes en Alberta. Il est partagé par Damienne Lachat et Kevin Bell, deux bénévoles qui travaillent depuis plusieurs années pour aider les sans-abris à s'en sortir. Entre 2015 et 2019, Damienne Lachat a œuvré à Edmonton et plus spécifiquement dans le quartier de Boyle Street. Iel déplore que «la société laisse tomber les gens», ce qui favorise la prise d'opioïdes chez certain d'entre eux. «Les opioïdes développent nos hormones naturelles telles que le sentiment d'amour, de joie ou de confort». Ainsi, Damienne Lachat estime qu'il est indispensable de «donner aux

gens l'opportunité de gagner leur vie». «Même s'il existe des subventions, les traitements restent chers, abonde Kevin Bell, quand on est dans la misère et accro, c'est difficile de trouver de l'aide».

Laboratoires illégaux

Parmi les différents types d'opioïdes, cinq formes sont répertoriées comme les plus courantes : la codéine, de l'oxycodone, de la méthadone, de l'hydromorphone et du fentanyl. Ce dernier est identifié comme celui faisant le plus de ravages au sein de la population toxicomane. Il s'agit d'un narcotique synthétique 50 à 100 fois plus actif que la morphine. Entre janvier et juin 2020, dans l'ensemble du Canada, 29 % des hospitalisations pour intoxication aux opioïdes impliquaient du fentanyl ou des analogues du fentanyl. «Le fentanyl vendu dans la rue émane de laboratoires illégaux détenus par le crime organisé», explique Kevin Bell, activiste à Edmonton auprès des itinérants. Sa composition est donc méconnue par les acheteurs qui peuvent le surconsommer.

En 2020, plus d'un millier de décès suite à une surdose d'opioïdes ont été dénombrés dans la pro-

vince. Un triste record lié à la pénurie de main-d'œuvre dans les services médicaux induite par la COVID-19, mais qui illustre aussi une tendance plus profonde. «La situation s'empire depuis cinq ou six ans», regrette Kevin Bell. Il reproche aux autorités d'avoir «une approche punitive et davantage axée sur la justice que sur la santé». À l'heure actuelle, le fait de posséder des opioïdes est sanctionné par une amende, mais cette situation semble évoluer. Le mois dernier, le gouvernement de Justin Trudeau a en effet entamé une déjudiciarisation de la possession simple de drogues. Pour lutter contre les surdoses, il existe la naloxone. Normalement disponible en pharmacie, mais en pénurie depuis le confinement, ce médicament a l'avantage d'agir rapidement, mais ses effets ne sont que temporaires.

Les autochtones sont les plus touchés

Parmi les victimes en proie à la dépendance aux opioïdes, Kevin Bell identifie quatre groupes d'individus. «Les plus touchés sont les autochtones, viennent ensuite les anciens travailleurs en gaz et pétrole, les anciens combattants et les gens qui souffrent de pro-



Damienne Lachat a travaillé pendant quatre ans auprès des sans-abris, notamment dans le quartier de Boyle Street. Crédit photo : courtoisie

blèmes de santé mentale». De son côté, Damienne Lachat estime «entre 70 % et 80 %» la proportion d'autochtones. La faute notamment aux écoles résidentielles qui ont fermé dans les années 50, mais dont l'héritage néfaste perdure aujourd'hui : «ils ont subi une destruction de leur famille», rapporte Damienne Lachat. En écho, Kevin Bell évoque aussi les séquelles de ces pensionnats, en parlant de «complexe intergénérationnel avec des enfants parfois livrés à eux-mêmes», pour une population «vulnérable à la dépendance qui a vécu un traumatisme, qui souffre du chômage et pratique l'automédication avec des mauvais produits dans la rue». Pour lui, «la priorité est de loger ces gens-là, avec une

approche à la fois mûre et multifonctionnelle, mêlant psychologie, travail social, ou encore appui pour l'emploi et l'éducation». Pour rappel, en novembre 2018, la réserve Blood a connu 22 cas de surdoses en 48 heures.

Le combat contre l'addiction aux opioïdes n'est pas vain. «Des gens s'en sortent», annonce Kevin Bell. Pour y parvenir, ils doivent souvent «être bien entourés afin de pouvoir chercher de l'aide». Dans ce cas-là, la vigilance reste de mise : «une rechute est possible à cause d'un événement survenant dans la vie du patient», prévient-il.

FRANCOPHONIE

LA ROUTE EST ENCORE LONGUE POUR LA RECONNAISSANCE DU FRANÇAIS EN ALBERTA



Il y a du pain sur la planche! Dans le cadre du Mois de la Francophonie, Le Franco a demandé à trois acteurs essentiels de la communauté franco-albertaine de s'exprimer sur les défis de cette dernière. Loi sur les langues officielles, expansion des écoles francophones, financement du Campus Saint-Jean ou développement d'une économie bilingue, les défis sont nombreux.

Mélodie Charest
Journaliste

De nouvelles données entrent en jeu en cette année 2021. La récente publication du livre blanc *Français et anglais : vers une égalité réelle des langues officielles au Canada* de Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles, n'a pas laissé indifférents les acteurs de la communauté franco-albertaine.

L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) se réjouit des efforts de la scène fédérale qui pourraient avoir des «retombées positives en Alberta». L'association porte-parole de la francophonie dans la province évoque sa satisfaction dans «la mise en place d'une politique en immigration francophone, le continuum en éducation francophone (de la petite enfance au postsecondaire) et l'enseignement du français comme langue seconde».

Malgré ces bonnes nouvelles,

Étienne Alary, directeur du Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA) ne perd pas de vue les perspectives plus locales. Il affirme que l'initiative de Mélanie Joly est certes «un pas dans la bonne direction, mais on doit aussi travailler sur cette reconnaissance sur les scènes provinciale et municipale».

L'avenir des écoles

En ce sens, Réginald Roy, président de la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA) est inquiet du nouveau financement de base pour les conseils scolaires albertains. Le gouvernement Kenney a annoncé en février 2020 un changement dans la manière dont le financement sera accordé aux conseils scolaires. Auparavant, il indiquait que le financement s'accordait en fonction du nombre d'élèves inscrits. Il est maintenant soumis en fonction d'une

moyenne d'élèves sur trois ans. Ce changement vient, selon les dires de monsieur Roy, «punir» les conseils sachant qu'«il y a beaucoup de mouvements [d'élèves]».

La FCSFA voit également la modernisation de l'offre de cours en ligne, au niveau secondaire, comme un enjeu prépondérant dans l'éducation franco-albertaine. La modernisation et l'implantation d'infrastructures scolaires en milieu rural s'ajoutent également à la liste. «Quand on essaie d'ouvrir une nouvelle école pour accueillir la communauté francophone, souvent les nombres sont petits, mais le droit est toujours là. Comment la province va appuyer notre responsabilité d'offrir un service à ces gens-là?»

L'ACFA tout comme le FCSFA se réjouissent du récent jugement de la Cour suprême en Colombie-Britannique concernant l'équivalence en éducation. La FCSFA entame

des analyses afin de déterminer les outils pour «revendiquer devant la province leurs revendications».

Concernant les enjeux de la francophonie albertaine, il n'est pas possible d'aborder le thème de l'éducation sans évoquer le Campus Saint-Jean (CSJ) à Edmonton. En ce sens, l'ACFA rappelle qu'il s'agit toujours d'un enjeu pour l'association et que «les efforts de sensibilisation se poursuivront jusqu'à ce qu'une solution pérenne soit trouvée.»

Le bilinguisme, un enjeu économique

Si le bilinguisme est, comme il est écrit dans la publication de Joly, un enjeu en éducation, il l'est également en économie. «La reconnaissance de la valeur économique du bilinguisme demeurera un enjeu de taille», selon monsieur Alary. La promotion du bilinguisme permettrait de faire fleurir l'économie de la communauté franco-albertaine : «Nous devons aussi travailler à augmenter le rayonnement de nos entrepreneurs francophones auprès d'une clientèle bilingue».

Le bilinguisme et le renforcement du «virage numérique» entamé durant la pandémie semblent être deux solutions pour «encourager la consommation francophone à l'échelle locale et créer des emplois». Selon les dires d'Alary «il reste donc beaucoup de travail à faire avec nos entrepreneures pour

assurer leur plein développement».

Il mise d'ailleurs sur l'immigration franco-albertaine qui est un «vecteur d'apport de francophones en Alberta». Il se demande tout de même comment faire en sorte que les Franco-Albertains d'adoption puissent développer ce qu'il appelle «un sentiment d'appartenance économique».

Certains font leurs apparitions en sol albertain, d'autres le quittent comme c'est le cas de la jeunesse. Étienne Alary s'inquiète de l'exode des jeunes. «Alors que le contexte économique provincial est dans un creux, maximiser le développement économique francophone en région pourrait contribuer à éviter l'exode de nos jeunes francophones».

Des enjeux et des actions

Que ce soit en économie ou en éducation, les enjeux auxquels la communauté franco-albertaine fait face sont multiples. Sur la scène fédérale, l'ACFA affirme qu'elle «suivra également les consultations et la mise en place du prochain Plan d'action sur les langues officielles, puisque le plan actuel arrive à échéance en 2023». Tandis que sur la scène provinciale, l'association continue ses efforts pour maximiser le potentiel du CSJ et ses relations avec les ministres provinciaux dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique en matière de francophonie.

« La reconnaissance de la valeur économique du bilinguisme demeurera un enjeu de taille »

-Étienne Alary

PROVINCIAL

EN ALBERTA, LES FRANCOPHONES NE SONT-ILS QU'UNE COMMUNAUTÉ PARMIS D'AUTRES?

Le fait de mettre moins en avant le drapeau franco-albertain au mois de mars est le symbole d'un autre recul.

Hélène Lequitte
Initiative de
journalisme local
Le Devoir

Mars marque le Mois de la francophonie en Alberta. Une occasion de célébrer le fait francophone aux quatre coins de la province. Pourtant, cette communauté continue de voir certains de ses acquis reculer.

Voir flotter durant un mois entier le drapeau franco-albertain devant le parlement de la province peut sembler anodin, quand on vit en milieu linguistique majoritaire. Mais en milieu minoritaire, c'est une preuve de reconnaissance publique, une prérogative difficilement obtenue qui contribue à la visibilité de la francophonie.

Si le mois de mars est considéré comme une fête en Alberta, où prestations musicales, activités, concours et jeux linguistiques animent le calendrier des francophones en ces temps de COVID-19, il reste tout de même une ombre au tableau. Pour une

deuxième année consécutive, le drapeau franco-albertain flottera moins d'un jour au-dessus du parlement au lieu d'un mois, comme l'avait décidé en 2017 l'ancien gouvernement néodémocrate.

«Il est relayé au même statut que les autres drapeaux, comme le drapeau du Jour des bénévoles ou bien le drapeau LGBTQ, au lieu d'être traité comme un emblème officiel de la province», déplore Annie McKittrick, ancienne députée sous ce gouvernement de Rachel Notley (2015-2019).

L'organisme porte-parole de la province, l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), n'avait pas été informé à l'avance par l'actuel gouvernement conservateur d'un tel changement. Le drapeau franco-albertain a perdu le privilège obtenu il y a quatre ans, à la suite de l'adoption en 2019 d'un protocole limitant la durée des drapeaux hissés à une journée pour chacun d'eux. Le bureau de Leela Aheer, ministre de la Culture, du Multiculturalisme et de la Condition féminine et responsable du Secrétariat francophone, avait alors répondu que c'était pour «assurer la cohérence et l'équité» parmi ces derniers. Le drapeau

franco-albertain est ainsi devenu un drapeau comme tous les autres.

«Les acquis ne sont jamais éternels», affirme Victor Moke Ngala, président de Francophonie albertaine plurielle (FRAP). «Je pense que c'est un recul par rapport à la promesse de l'ancien gouvernement. Tout dépend du gouvernement qui arrive, ça peut tout changer. C'est ce que nous sommes en train de voir et c'est vraiment dommage», exprime-t-il avec regret.

Une francophonie diluée

Cet épisode n'est pas sans rappeler la suppression, en 2017, de la Direction de l'éducation française, établie alors depuis presque 40 ans au sein du ministère de l'Éducation provincial. Elle était chargée de gérer l'éducation en français en Alberta.

Là encore, une décision a été prise unilatéralement par le gouvernement, cette fois-ci néodémocrate, et ce, dans la plus grande indifférence.

«C'était une voix collective pour les francophones et les programmes d'immersion au ministère de l'Éducation», rappelle Éliisa Corsi, la responsable des commu-

nications de l'Alberta Teachers' Association (ATA). Aujourd'hui, cette voix est diluée, rapporte-t-elle. «Les représentants francophones se trouvent éparpillés dans différents départements à travers le ministère de l'Éducation, composés majoritairement d'anglophones.»

À l'époque, l'ATA avait fait des démarches auprès du ministère de l'Éducation par l'entremise d'un conseil de spécialistes, le Conseil français, afin de demander quelle serait la répercussion de ce changement sur les enseignants francophones et d'immersion. Aujourd'hui, le Conseil français de l'ATA attend toujours. «Nous n'avons jamais reçu de réponse à ce sujet», déclare au Devoir Mme Corsi.

Si l'existence de la Direction de l'éducation française avait perduré, cette dernière aurait pu être à la table des négociations afin de faire entendre la voix des francophones lors de la refonte des programmes scolaires en octobre dernier.

Cette question avait soulevé le courroux des Franco-Albertains, indignés par la série de recommandations où l'histoire et la perspective franco-albertaines étaient

quasiment absentes du programme proposé par le Parti conservateur.

En ce qui concerne le niveau post-secondaire, la ministre fédérale des Langues officielles, Mélanie Joly, a rappelé cette semaine que 3,7 millions de dollars avaient été mis sur la table, à condition que le gouvernement provincial propose un partenariat financier pour soutenir les besoins du Campus Saint-Jean.

Pour Valérie Lapointe Gagnon, qui y est professeure agrégée d'histoire et de droits linguistique, il n'y a jamais eu une grande reconnaissance de la francophonie dans l'espace public.

«Les francophones se battent constamment pour que le patrimoine soit reconnu, tant au provincial qu'au municipal. Les gouvernements se sont battus contre les francophones dans toutes les causes juridiques les concernant. On l'a vu récemment avec les frais juridiques payés (1,5 million de dollars) par le gouvernement Kenney dans le cas concernant Saint-Jean», conclut-elle.



Les aînés en savent beaucoup, mais il y a toujours plus à savoir.

Pour un âge d'or sûr et paisible, renseignez-vous sur les programmes et services pour les aînés, comme les avantages du Régime de pensions du Canada, le Supplément de revenu garanti bonifié, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et plus encore.

Rendez-vous à Canada.ca/aines ou appelez au 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

ARTS ET CULTURE

LA MAGIE OPÈRE TOUJOURS POUR LE CANOË VOLANT

Reporté du 1er au 6 mars en raison de la pandémie, l'événement du Canoë Volant a réuni quelque 12000 personnes, selon le directeur Daniel Cournoyer. Dans la randonnée lumineuse de 3,4 kilomètres du Ravin Mill Creek, couples, familles et groupes d'amis profitent des températures clémentes de l'hiver pour s'aérer l'esprit dans un décor de rêve après une année difficile.

Gabrielle Beaupré
Journaliste

Premier arrêt, la Cité Francophone. Pour l'événement, le lieu abritant la plupart des organismes de la communauté francophone dans la capitale albertaine était illuminé. De l'autre côté de la rue Marie-Anne Gaboury, l'école Rutherford l'est tout autant.

Toutefois, le coordinateur de l'événement relate que plusieurs éléments du festival sont absents. «Normalement, on a notamment le cabaret, un ice bar offrant du sortilège, une glissade [à la Cité Francophone], un DJ et des musiciens dans les sentiers», dit Allen Jacobson. Cette année, c'est différent. Mais, il s'exclame que la promenade du ravin

Mill Creek est «extraordinaire»!

Le retour du Café Bicyclette

Le Café Bicyclette est de retour. Plusieurs personnes sont installées, sur la terrasse extérieure habituelle ainsi que dans l'espace aménagé, pour prendre un verre ou manger.

Les deux serveuses du café se disent heureuses d'être de retour au travail. «J'aime beaucoup le café parce qu'il dégage une belle vibe», indique Rayven. Ashley, quant à elle, indique être contente de revoir les clients et ses collègues.

Une promenade illuminée

Dans le ravin Mill Creek, les voyageurs de la chasse-galerie se promènent pour raconter la légende du Canoë Volant.

Kim, une nouvelle participante du Canoë Volant, relate que la promenade «est simplement un petit moment de bonheur pour tous! Les lumières, les lanternes, la musique, tout contribue à créer une ambiance magique».

Quant à Henri Lemire et Mireille Péloquin, de grands habitués de l'événement, ils remarquent que la pro-



Les voyageurs se promènent dans le ravin Mill Creek. Crédit Photo: Owen Murray/omphoto.ca

menade est plus colorée que l'année dernière. «Il y a plus d'installations cette année», indique le couple.

La musique et les spectacles virtuels sont également au rendez-vous. Des capsules vidéo d'artistes comme ceux de l'Alberta Ballet, Daniel Gervais et Renelle Ray sont projetées sur des tipis et écrans. Les visiteurs peuvent également entendre les créations de musiciens autochtones, francophones et métis. La légende de la chasse-galerie est quant à elle racontée par Roger Dallaire.

Des félicitations pour Daniel Cournoyer

Henri et Mireille allouent des éloges au directeur de l'événement. «Daniel [le directeur de l'événement] a réussi à monter la barre un peu plus haut [même sur le fond de COVID-19]. Il aurait pu facilement dire que cette année, on ne le fait pas. Mais non, ce n'est pas Daniel. C'est tellement le gars de la communauté, c'est monsieur créateur», souligne Henri.

Ce dernier continue ses compliments envers Daniel Cournoyer. «Chaque année, il implique différentes personnes et de nouvelles personnes. Daniel va dans toute la communauté. Pas seulement dans la francophonie, mais il va chercher des artistes de partout».

À NOTER

Allen Jacobson, également coordonnateur culturel de la Cité Francophone a confirmé le retour des concerts patio qui débiteront le jeudi 6 mai. «Cet été, on va faire 40 concerts». Les artistes qui performeront seront notamment Renelle Ray, Robert Walsh, Daniel Gervais et des musiciens de l'orchestre symphonique d'Edmonton.



Mise en lumière de la légende de La chasse-galerie. Crédit Photo: Owen Murray/omphoto.ca



Un groupe d'amis profite de l'ouverture du Café Bicyclette pour prendre un verre. Crédit photo: Gabrielle Beaupré



Mireille Péloquin et Henri Lemire ayant enlevé leur masque spécifiquement pour la photo. Crédit photo: Gabrielle Beaupré

Mois de la francophonie albertaine

Le 25 mars prochain, Le Franco publiera une édition spéciale pour le Mois de la Francophonie !

→ LECTEURS ET LECTRICES

Faites-nous parvenir vos photos et textes à redaction@lefranco.ab.ca

→ ORGANISMES

Annoncez vos meilleurs vœux à la communauté ! Écrivez à marketing@lefranco.ab.ca pour connaître notre offre publicitaire

LE FRANCO



PROVINCIAL

L'«HYPERLOOP», LE TRANSPORT DU FUTUR?



L'infrastructure Transpod dans le paysage urbain de Calgary. Crédit photo : courtoisie Transpod.

Edmonton - Calgary, peu importe l'itinéraire, il vous faudra minimum 3 heures de voiture pour voyager entre ces deux villes de l'Alberta. L'«Hyperloop» canadienne, une alternative à la voiture, plus rapide que l'avion et sans combustibles fossiles, est l'une des idées qui fait rêver les uns et douter les autres.

Arnaud Barbet
Initiative de
journalisme local
APF - Ouest

Le corridor Edmonton-Calgary est, pour Sébastien Gendron, cofondateur et directeur général de Transpod, synonyme d'opportunité technologique et économique pour le gouvernement albertain. Il est agréablement surpris par les avancées de ce projet qu'il porte à bout de bras avec son équipe depuis 2017. «Le gouvernement provincial, par la voix de son ministre des transports, Ric McIver nous a facilité les démarches en signant ce protocole», explique-t-il. Un protocole qui n'engage aucune dépense financière de la part du gouvernement, mais qui sécurise le corridor entre les deux villes et rassure les institutions financières qui voudraient se lancer dans l'aventure.

L'idée de développer une «hyperloop» laisse sceptique Joris Desmares-Decaux, directeur au Développement économique et service aux entreprises du conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA).

À la vue du dernier budget provincial, l'avenir pourrait être morose pour la plupart des Albertains, explique Joris Desmares-Decaux. «Entre la pandémie et les compressions budgétaires, nous ne sommes pas sortis du bois! Pas certain que le transport de passagers à 1000 km/h entre Edmonton et Calgary va jouer un rôle essentiel dans la reprise économique», soutient celui qui au quotidien côtoie des entrepreneurs francophones en difficulté dans la province, et ce malgré la promesse de voir près de 38000 emplois créés sur une décennie grâce à ce projet.

Le directeur général de Transpod est quant à lui optimiste. Il évoque les difficultés économiques de la province et la nécessité d'aller de l'avant vers une diversification des ressources. Il est d'ailleurs persuadé que l'Alberta pourrait devenir l'étendard du transport «hyperloop» et des nouvelles technologies. Un point de vue d'ailleurs soutenu par Joris Desmares-Decaux.

La diversité économique sur le pas de la porte

«Nos industries fossiles sont à la fine pointe de la technologie, utilisons nos talents pour un tel projet, futuriste et durable. Aujourd'hui, il faut stimuler l'innovation, se diversifier, l'Alberta a les moyens de penser différemment», soutient-il, tout en admettant l'importance de l'industrie pétrolière pour quelques années encore. Il énumère notamment l'efficacité de certains incubateurs de la province comme TEC Edmonton, Startup Edmonton ou NABI à Saint-Albert en insistant sur leur importance dans le futur paysage économique de l'Alberta.

Sébastien Gendron ne retient pas son optimisme suite à l'étude de faisabilité en cours et sa première phase prometteuse. «La population, les institutions, et le gouvernement sont ici beaucoup plus réceptifs à ce projet», admet-il, en faisant référence à l'Ontario, province du siège social de Transpod. Il faut dire que le corridor Windsor — Québec via Toronto est depuis longtemps une «arlésienne» pour la population.

Si l'«hyperloop» promet de transporter les passagers et le fret entre Calgary, YYC, YEG et Edmonton en 30 minutes, il le fera grâce à l'énergie propre que l'infrastructure produira. «L'objectif est d'habiller entièrement la ligne de panneau solaire», explique le fondateur de Transpod. Il assure d'ailleurs que la ligne produira plus d'énergie qu'il n'en faut, tout en supposant que celle-ci sera redistribuée aux réseaux électriques de la province.

La nécessité d'un tel projet

L'«hyperloop» est aujourd'hui

un concurrent direct de l'aviation explique l'ancien gestionnaire de projet en ingénierie pour Airbus et Bombardier, Sébastien Gendron. Une certitude vacillante pour les prochaines années selon le directeur au Développement économique du CDÉA qui n'hésite pas à citer le directeur général de Westjet, Edward Sims, qui dit «que son plus grand concurrent aujourd'hui c'est Zoom, la plateforme de vidéoconférence.»

En effet, malgré l'intérêt qu'il montre pour un tel projet, il sait que les déplacements ne sont plus vraiment nécessaires à court terme. «Le présentiel est deve-

nu l'exception et il semblerait que de nombreuses entreprises se tournent vers un télétravail plus systématique à l'avenir», explique-t-il, sans pour autant l'apprécier.

Alors, quand on évoque la viabilité d'un tel projet, il suppose qu'à l'orée 2030-2035, date prévue de mise en circulation des capsules «pods», la clientèle d'affaires sera néanmoins au rendez-vous. Grâce aux champs magnétiques, le directeur général de Transpod est persuadé que ces capsules voyageront demain sans friction, «en lévitation stable au-dessus de la surface inférieure d'un tube».

Le directeur de Transpod, lui, insiste sur le transport de fret, aujourd'hui indissociable du projet et sur l'espoir d'obtenir «une garantie souveraine de la part du gouvernement albertain» afin de ne pas voir ce projet s'éteindre si le gouvernement change aux prochaines élections provinciales. Finalement, Joris Desmares-Decaux sourit en admettant qu'il a hâte d'emprunter un jour ce moyen de transport ultrarapide qu'il a toujours imaginé entre les deux centres urbains, «en espérant voir se développer un réseau de transport en commun à la hauteur d'un tel changement!»

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous
accompagner et
vous assister!

CDÉA Conseil de
développement
économique
de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada

PUBLIREPORTAGE

À RED DEER, LE BIEN ÊTRE PASSE PAR PARIS



Nathalie Belkhiter est une passionnée du bien-être à la personne. En pleine pandémie, elle trouve le courage et la ténacité d'ouvrir son salon d'esthétique, Paris Aesthetic. Un havre de paix, au centre-ville de Red Deer, où elle et son équipe vous accueillent pour un moment d'exception.

Arnaud Barbet

Publireportage CDÉA

Nathalie Belkhiter et son mari Cyril ont quitté la France le 14 mars 2018. «Nous avions besoin de changement, de gagner notre vie correctement», explique la cheffe d'entreprise. Cette mère de trois enfants n'hésite pas, «mon mari et moi n'avons pas peur de faire des heures, nous avons un restaurant et j'avais un institut de beauté. Sauf qu'à la fin du mois, nous ne gagnions pas notre vie». La faute au système fiscal français, souligne-t-elle.

Alors que son mari trouvait un emploi de charpentier à Edmonton, lors d'un forum Destination Canada à Paris, elle préparait une liquidation judiciaire du restaurant et vendait tout très vite, «jusqu'aux chaussettes!», s'amuse-t-elle. Elle s'occupe de la logistique à distance, trouve un lieu de vie, une voiture... les voilà prêts pour leur nouvelle vie avec 10000 euros en poche.

Des débuts compliqués

Au lendemain de leur arrivée, son époux est à la tâche. Elle, avec sa petite fille de deux ans sous le bras, se rapproche de la Cité Franco-phonie pour y trouver du travail, en vain. Elle y passe des heures insensées, mais se lie d'amitié, se crée des contacts.

Finalement, elle décide de créer sa propre entreprise. «Mon visa de travail me permettait de devenir entrepre-

neure, j'ai commencé dans mon sous-sol!» Son salon d'esthétique voyait le jour.

Très rapidement les choses se compliquent. Son mari se retrouve en conflit avec son employeur (soupçonné pour des abus professionnels répétés); ils sont aussi obligés de quitter leur logement suite à une mésentente avec leurs propriétaires, des compatriotes. «Un de mes fils nous a rejoints. Une personne de plus dans les lieux, ils ne l'ont jamais accepté. Nous avons été victimes de harcèlement», explique-t-elle, avec une pointe de colère.

Au Sud, le soleil brille

Peu importe, ils quittent alors Edmonton. Une décision qu'ils ne regrettent pas, au contraire. «Mon mari a retrouvé du travail très vite, et mon salon, Paris Aesthetic, est ouvert depuis le 1er septembre 2020». Elle y propose de nombreux services comme l'épilation, le gommage corporel, le massage relaxant ou thérapeutique.

«Au tout début, c'était surprenant. Ma clientèle était essentiellement masculine, et évidemment j'ai eu droit à quelques demandes "bien particulières"», sourit-elle avec le recul. Elle a dû apprendre à dire non, avec politesse tout en se faisant respecter. Aujourd'hui, sa clientèle masculine fait partie de son quotidien.

«J'ai réussi à instaurer un climat de confiance essentiel, un "cocooning" qui répond à leurs besoins, sans gêne ni jugement». Elle s'amuse d'ailleurs de voir certains de ses clients s'endormir lors d'une épilation corporelle.

Aujourd'hui, sa petite entreprise fonctionne très bien. Loin des tumultes de leurs premiers pas en Alberta, elle se réjouit. Un rêve de petite fille devenu réalité. «Prendre soin de l'autre, de soi, est une passion depuis que je suis enfant», explique-t-elle.

Elle se décrit elle-même très «bling-bling», mais n'oublie pas de faire un petit clin d'œil à sa maman, Pilar. «Elle était très coquette, toujours tirée à quatre épingle malgré les

six enfants qu'elle avait à élever», dit-elle avec tendresse.

Des défis au quotidien

Nathalie Belkhiter n'a pas peur de la difficulté ni de l'inconnu, mais elle connaît ses limites. «Lorsque je suis arrivée au Canada, je ne connaissais pas un mot d'anglais. Aujourd'hui, ce n'est guère mieux et je suis une mauvaise élève, c'est certain», clame-t-elle.

«C'est un effort surhumain» lorsqu'elle s'attelle à la gestion de son entreprise. Elle n'hésite pas non plus à redoubler d'efforts lorsqu'elle accueille sa clientèle féminine, plus encline à partager leurs humeurs, leurs sentiments.

Parfois découragée, elle compte sur ses enfants pour la soutenir, «ma fille de cinq ans est bilingue, mon fils de dix-huit ans aussi, ils me poussent alors j'apprends malgré moi!» D'origine franco-espagnole, elle espère aussi rejoindre une clientèle hispanophone de plus en plus présente dans la région.

D'un naturel résilient et enthousiaste, elle reste aussi surprise face à la difficulté de trouver des employés de qualité. «On parle de chômage dans la province, mais j'ai des difficultés à trouver des personnes sérieuses et qualifiées pour rejoindre mon entreprise», raconte-t-elle, tout en assurant



Nathalie Belkhiter vous accueille avec le sourire à Paris Aesthetic, un havre de paix au centre-ville de Red Deer. Crédit photo : courtoisie

Pour contacter Paris Aesthetic :

Nathalie Belkhiter

info@parisaesthetic.net

Tél : 877-460-2657

4820 Gaetz Ave #2 Red Deer, AB T4N 4A4

qu'elle prend soin de ses employés comme de ses clients.

Alors, elle continue à chercher, en espérant un jour déléguer un peu plus et consolider

cet équilibre professionnel et familial qui lui tient à cœur, «tout en offrant le meilleur du bien-être à ma clientèle».



Paris Aesthetic, c'est un cocon de bien-être loin des turpitudes de la vie. Crédit photo : Courtoisie

CDÉA

Conseil de développement économique de l'Alberta

lecdea.ca

PROVINCIAL

CES FEMMES FRANCO-ALBERTAINES QUI ONT LE SENS DES AFFAIRES

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, plusieurs entrepreneures francophones de l'Alberta témoignent de leur histoire.

Justine Perreault
Correspondante

Le milieu du travail est un monde très compétitif dans lequel les femmes peinent à se faire une place. Selon un rapport intitulé *L'État de l'entrepreneuriat féminin au Canada*, en 2020, seulement 15,6 % des Petites et moyennes entreprises au Canada (comptant au moins 1 employé) étaient détenues par des femmes. Cela démontre que, malgré les efforts du Canada pour remédier à l'inégalité entre les sexes, il reste beaucoup à faire afin d'y arriver.

S'inscrivant dans les efforts de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE) du gouvernement du Canada, le Conseil de développement économique de l'Alberta a lancé ce 4 mars le groupe Les Elles des Affaires. «Cette initiative se

voudra un lieu pour échanger sur les nombreux obstacles et le manque de soutien liés à l'entrepreneuriat au féminin et y présenter des pistes d'action», précise le communiqué de presse de l'organisme.

En Alberta, le taux de femmes démarrant une activité entrepreneuriale est équivalent à celui des hommes. Le rapport *Women's Entrepreneurship in Western Canada* publié l'année dernière précise que l'Alberta fait exception par rapport aux autres provinces de l'Ouest (Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Manitoba) où le taux d'hommes qui s'engagent dans l'entrepreneuriat est supérieur aux femmes de 5 à 6 %.

Que ce soit dans les grandes villes comme Edmonton ou Calgary ou ailleurs, les entreprises fondées par des femmes fleurissent. Pour ces femmes entrepreneures, les plus grandes difficultés ont été celles reliées aux coûts pour louer un local et aux nombreuses procédures administratives que nécessite la gestion d'une entreprise. La plu-

part ont affirmé qu'elles n'avaient pas connu d'obstacle lié au fait qu'elles étaient des femmes depuis qu'elles avaient leur entreprise. C'est plutôt à l'époque où elles étaient salariées qu'elles disent avoir vécu des formes de sexisme.

Divers horizons, une même direction

Estelle Blanchette, propriétaire de Jasper Food Tours depuis 2018, propose des excursions culinaires dans les montagnes de Jasper. Ayant précédemment travaillé dans le milieu hôtelier, elle a décidé de créer sa propre entreprise afin de devenir «son propre patron». Comme elle connaissait déjà le milieu de la restauration et qu'elle avait des contacts, cela lui a facilité la tâche. La COVID-19 ne l'a malheureusement pas épargné et elle a été contrainte de fermer deux fois.

Nadine Friesen, créatrice de Madame Nadine Jewelry & Accessories, crée depuis plus de 10 ans des bijoux uniques adaptés à ces clients. Elle a trouvé sa voie alors



Diana Frost crée des livres en dessin, avec son entreprise Colouring It Foward. Crédit photo : courtoisie

qu'elle a reçu un ensemble pour fabriquer des colliers et qu'elle s'est découvert un talent! Elle connaît présentement beaucoup de succès alors que des personnalités célèbres portent ses créations, telles que Shay Mitchell ou Meagan Tandy. En mars dernier, elle a notamment reçu le Cold Lake Women of Influence Award, un prix prestigieux qui témoigne de ses efforts et de sa réussite.

Aimée Mpidili, une femme originaire du Congo venue s'installer à Montréal en 2000, a toujours eu l'ambition d'ouvrir son propre magasin. Venant d'une famille possédant un commerce, elle a appris jeune comment tenir une épicerie. WENZE Market, basé à Edmonton, importe depuis 2019 des produits d'Afrique et des Caraïbes afin d'offrir à sa clientèle le plus large éventail de produits possible. Mère de 4 enfants, elle n'a eu que récemment

l'opportunité de s'adonner à l'entrepreneuriat. La pandémie l'ayant empêché de commencer à vendre des grillades, cependant elle a toujours l'intention d'offrir ce service dès que cela sera possible.

De nombreuses autres entreprises sont le fruit du travail acharné de femmes de la région. C'est d'ailleurs le cas de Colouring It Foward, dont la propriétaire est Diana Frost. Diana est une ancienne ingénieure qui crée des livres de dessin en collaboration avec les communautés autochtones à Calgary.

Noella, quant à elle, a la conviction que l'art peut guérir et fabrique des vitraux. Elle a déménagé en Alberta afin de se rapprocher de sa famille. Il est inspirant de constater qu'elles ont jumelé entrepreneuriat et passion afin de monter une entreprise qui leur ressemblait.



Nadine Friesen devant ses créations dans la suite de cadeaux DPA à Los Angeles. Crédit photo: Claire Painchaud photography / DPA Suite de cadeaux.



Estelle Blanchette est propriétaire de Jasper Food Tours depuis 2018. Crédit photo : courtoisie

La Fondation
franco
albertaine

Vous invite

Jeudi 18 mars 2021 à 19 h

À LA PRÉSENTATION
VIRTUELLE D'UN
NOUVEAU CONTE
AVEC
ROGER DALLAIRE,
ARTISTE ACCOMPLI
ET PASSIONNÉ
D'HISTOIRE.



Inscrivez-vous avant le 16 mars à 16 h
www.fondationfa.ca

Pour information Tanya Saumure, tanya@fondationfa.ca 780-245-3213

Merci à nos partenaires



CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE & POLÉMIQUE

(PREMIÈRE PARTIE)

SOUVENIRS D'EDMONTON : L'ÉCOUTE DES SENS



Les années d'exception, tel pourrait être le thème de ces Souvenirs d'Edmonton. Deux expériences, celle des sens et le professorat, constituent ces souvenirs. Mais qu'ai-je retiré de toutes ces années qui en font des moments uniques ?

Étienne Haché

Professeur de philosophie, ancien du CSJ

Dans un premier temps, place à l'écoute des sens, jusqu'au tréfonds de la ville afin d'y trouver une âme.

Mon aventure à Edmonton a commencé le samedi 26 août 2006. Il est environ 21 h lorsque j'arrive à l'aéroport. Un collègue m'accueille et me conduit à mon lieu de vie, dans le quartier francophone de la ville, Bonnie Doon, non loin du Campus Saint-Jean. En me remémorant le trajet, ce soir-là, depuis l'aéroport jusqu'à mon domicile, j'ai le souvenir de l'avenue Whyte avec ces gens qui déambulent, font la fête, jusque tard dans la nuit... Telle est la première image qui me vient à l'esprit lorsque je pense à Edmonton.

Cette image tranche pourtant avec une autre qui dominera plus tard mon esprit : une avenue Whyte devenue sombre et froide avec l'automne et l'hiver qui se succèdent, dont les arbres perdent progressivement leurs feuilles et qui voit la neige s'accumuler au fil du temps ; jusqu'à ce que le printemps et la clarté reviennent de nouveau pour redonner le goût de déambuler. Certes, en période de beau temps comme dans la rigueur hivernale, la Whyte reste l'avenue par excellence des sorties et des soirées festives à Edmonton. Mais quelque chose avait réellement changé pour moi : ce n'était plus tellement le défilé des fêtards ou des amateurs de restos et de cafés. Tout cela était devenu à mes yeux une banalité. D'ailleurs, je préférais davantage une sortie sur la 104e rue (à la jonction de l'avenue Jasper), ou

encore au regretté Rose Bowl (10111-117e rue), le vendredi ou le samedi soir, le temps d'y boire un verre et manger avec quelques collègues et amis dont j'appréciais la compagnie.

En repensant à l'avenue Whyte, c'était davantage autre péta- rade, celle-là peut-être moins drôle avec le temps, qui s'imposait comme une évidence dans une ville où le monde entier — du travailleur qualifié à l'ouvrier en recherche d'un avenir meilleur — transite pour se rendre dans les régions pétrolifères et dans le Grand Nord. Malgré la pandémie et la situation économique moins heureuse, je soupçonne que le cortège incessant de camions et de transports défilant tôt le matin à toute allure, aux quatre coins de la ville, suit son cours. Ville ouvrière, Edmonton avec ces travailleurs tous ordonnés, telle une armée dans la même direction, celle des grands chantiers et des ressources naturelles, m'impressionnait. C'était conforme à la vitalité économique de l'époque, et ce malgré la crise financière de 2008 qui ne sera pas sans séquelles.

Les années passèrent et je dois dire le profond besoin de m'approprier les grands espaces et la nature environnante. Sportif dans l'âme, j'ai toujours aimé courir. Pour ma santé d'abord, mais aussi parce que la course à pied permet de faire accoucher ses idées. Socrate, Aristote, Montaigne, Rousseau et Nietzsche parlent de la marche comme d'une activité salutaire pour l'esprit. On peut en dire autant de la course. Edmonton, dit-on, serait la ville canadienne qui compte le plus d'arbres par habitant. Je n'ai pas vérifié l'information. Qu'importe. J'ai pu le constater lors de mes nombreuses chevauchées : à proximité du Conservatoire Muttart, le long de la rivière Saskatchewan Nord, à l'ouest de l'avenue Jasper, dans les quartiers résidentiels et les parcs publics.

J'aimais fuir le bruit de la ville, surtout entre septembre et octobre, le temps d'une pause en marge des lectures philosophiques et des cours, comme pour célébrer la diversité de la nature, la saluer et la remercier une dernière fois avant l'hiver. C'était la période où le lapin sauvage se faisait plus rare, n'ayant pas encore changé son pelage pour épouser la blancheur de la neige. Si je n'ai pas tellement connu Edmonton en été, je l'imagine très bien toutefois

: vivante, intense, agréable ; une période où familles et amis se réunissent autour d'un feu de camp et profitent le plus longtemps possible des belles soirées sous un ciel étoilé.

Mais que penser de ce paradoxe, de ce curieux mélange de misère et de gigantisme industriel et commercial ? D'absence d'un côté et richesse de l'autre, parfois même soigneusement mises en scène et éclairées de tous bords, jour et nuit. Des vies abandonnées ou livrées à elles-mêmes, jusque dans le dénuement et l'insécurité, au pied de ces édifices immenses ensevelis sous la neige, symboles colossaux et inébranlables de la réussite et du progrès matériel. Combien de fois, au centre-ville, vers 5 h du matin, le temps d'une course, n'ai-je pas croisé ces femmes et ces hommes démunis, figés par le froid ? Mais presque incapable de les dissocier du décor, fondus qu'ils me paraissaient dans la réalité ambiante, à l'image d'une statue devant un édifice, le tout représenté sur une carte postale. On pourrait même y perdre son âme soi-même dans cet univers confus et qui porte à confusion.

Oui, Edmonton est une ville de paradoxes... Elle a tant à offrir, mais si peu à donner à qui n'est pas du bon côté de l'existence. Capitale de l'Alberta, avec pour devise « Industrie, Intégrité, Progrès », la ville a, ce me semble, quelque chose d'insoluble : cette contradiction de la misère et de la richesse. Ici, l'avertissement de Socrate aux sophistes (Platon, *La République et le Gorgias*) doit être médité, tout comme celui de Rousseau dans le *Contrat social* (Livre 1, Chapitre 3) : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître [...] ». Dans sa Phénoménologie de l'esprit, Hegel ajoute pour sa part que la conscience de soi ne peut se réaliser sans la présence des autres hommes. La quête de reconnaissance n'est pas à sens unique : en privant autrui d'estime de soi, je deviens moi-même esclave de mes désirs...

Et pourtant — faut-il y voir là une lueur d'espoir ? —, par comparaison au reste de l'Alberta, cette ville possède quelque chose de transgressif. Edmonton est une ville hors norme, et c'est ce qui la rend pleine de promesses et d'espoir pour de nombreux arrivants, fidèle en cela aux deux derniers termes de sa devise : « Intégrité et Progrès ».

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton



canaf
Centre d'accueil pour nouveaux arrivants francophones

Contactez-nous :
403-532-6334
1-855-512-2623 (sans frais)
info@canaf-calgary.ca

727, 7e avenue S.O. Suite 1560
Calgary Alberta T2P 0Z5
www.canaf-calgary.ca
Retrouvez-nous sur [f](#)

Avez-vous choisi de vivre à Calgary ou dans une zone rurale en Alberta ?

Le CANAF vous offre divers services d'accueil et d'établissement : informations, orientation, références à toute votre famille.

Financé par : Immigration, Refugees and Citizenship Canada / Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Dr. MARC COULOMBE
DENTIST

CANADA PLACE DENTAL

9828-101 A ave. Edmonton, AB. T5J 3C6
Phone : 780 - 424 - 6272
Fax : 780 - 424 - 9327
E mail : the_dental_studio@hotmail.com

www.edmontondentalstudio.com

MD
McCuaig Desrochers LLP
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit des affaires, le droit d'immigration et le droit de la famille.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

2401 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, Alberta T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202
www.droutin.com

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

POÉSIE

Cette semaine, Le Franco vous présente les poésies écrites par deux de nos lectrices résidant en Alberta. Correspondante pour Le Franco, Justine Perreault a écrit *L'oubli est un oiseau*. Gaétane Pelletier-Lucsanszky nous a fait parvenir sa poésie intitulée *Résilience*. Vous pouvez vous aussi nous soumettre vos textes à redaction@lefranco.ab.ca.

L'oubli est un oiseau - Justine Perreault

L'oubli est le plus gracieux des arts,
Que même le plus talentueux des artistes ne peut imaginer.
Que seul l'oiseau saisonnier peut pratiquer ;
Sur ses ailes se déposent les débris de la mémoire.
Et aussi loin puisse-t-il les emporter,
Leur existence jamais ne sera bafouée,
Que par le magnifique voyage dont ils auront été témoins.
Loin sur les ailes de la bête
Volent les vieux souvenirs
Qui plus jamais n'auront leur place
Au creux d'une conscience,
Dont ils ont un jour été les bijoux.
Malgré qu'ils aient été attachés,
Le vent les prit
Et plus loin, les a projetés.
Dans un nid,
Où remâchés ils seront,
Pour ne plus qu'être le pâle reflet
Du triste souvenir,
Qu'un jour,
Ils incarnaient.
L'oubli est un oiseau.
Le plus agile de tous,
Et le plus malheureux,
Mais surtout,
Le seul qu'on regrette d'avoir à rencontrer.

Résilience - Gaétane Pelletier-Lucsanszky

Elle n'aborde plus sa vingtaine, mais sa quatre-vingtaine
Ennui et solitude, plus de jouvence dans la fontaine
Seulement vieux souvenirs, mélancolie et peines.

Elle enfle manteau, bonnet, foulard et mitaines,
Affrontant vent, pénombre et hurlements de loups
Sans hésiter, sans réfléchir à son projet fou.

Déterminée, marchant, grimant dans le froid où la pente vous
défie et le silence devient roi.
Oubliant le passé, douleurs, frissons et raideurs, bien décidée à
en finir, elle avance sans peur.

Mais la montagne n'a pas dit son dernier mot.

Dans les broussailles denses, de branche en rameau, apparaît
soudain, un sublime panorama en plateaux !
Fleurs, animaux, parfums et chants d'oiseaux.
Jeu d'ombres, nuances subtiles et couleurs, la verront bientôt
passer du noir à la bonne humeur.

Emmagasinant lumière et splendeurs automnales qu'avec en-
thousiasme elle couchera bientôt sur toile.

Tel est le pouvoir de guérison caché à l'horizon
Quand on quitte enfin routine et maison.



NOM

Paul Denis
70-80 ans

ACTIVITÉS

Golf et marche



BATTRE SON HANDICAP



Ancien joueur de hockey, aujourd'hui féru de golf, Paul sent bien que son swing n'est pas aussi souple que celui des plus jeunes joueurs. Cela ne l'empêche pas de continuer à pratiquer régulièrement pour réduire son nombre de coups pour atteindre le trou final. En adaptant sa pratique à son corps et ses capacités, il arrive toujours à réaliser de beaux scores et surtout, à entretenir son plaisir du jeu!

« **Avoir confiance dans ses coups et ceux des autres** »

Sport individuel, Paul rappelle que le golf permet de faire travailler ses différents muscles, mais demande surtout une grande confiance en soi et, à l'occasion, en ses coéquipiers. Toute la différence se joue alors dans leur capacité à connaître et combiner leurs forces et faiblesses. C'est grâce à cette double confiance qu'il a déjà pu réaliser un *eagle* (un trou atteint en deux coups) et remporter une compétition avec l'équipe francophone qu'il avait montée.

Explorez la formation continue au Centre collégial de l'Alberta

Le CCA vous propose deux occasions de développement professionnel : en éducation à la petite enfance et en affaires. **Inscrivez-vous aux formations et abonnez-vous à l'infolettre de la formation continue à centrecollégialalberta.ca**

L'activité physique et le développement de l'enfant

Apprenez le processus d'acquisition des habiletés psychomotrices chez l'enfant : de la motricité jusqu'à la l'organisation perceptive et le sens rythmique.

- Animé par Julie Huard
- 125 \$
- 12 mars 2021 - 9h à 16h00
- En ligne - Un lien sera envoyé aux inscrits

Incorporer son entreprise en Alberta

La formation fera un aperçu des formes juridiques de l'entreprise et établira par la suite les principales étapes pour la création d'une société.

- Animé par Me Christian P. Cormier
- Gratuit (inscription nécessaire)
- 12 mars 2021 - 15h à 16h30
- En ligne - Un lien sera envoyé aux inscrits

 UNIVERSITY OF ALBERTA
CAMPUS SAINT-JEAN
Centre collégial de l'Alberta



Impliquez-vous au Franco

Les directions du Franco et de l'ACFA sont à la recherche de 3 à 5 personnes pour faire partie du Conseil d'administration du Franco.

VOUS VOUS RECONNAISSEZ DANS L'UN DES 5 PROFILS SUIVANTS ?

Spécialiste du milieu des affaires et du développement d'entreprise

Le journal doit diversifier et pérenniser ses sources de revenus. Pour se faire, il devra établir de nouveaux partenariats avec des organisations privées.

Un regard critique sur l'offre publicitaire, les finances, les ressources et les projets du Franco est crucial.

Nous encourageons les candidatures de toute personne qui s'identifie avec les profils présentés. Le Franco s'engage à effectuer la sélection de manière équitable, diversifiée et inclusive.

Nous encourageons les candidatures des personnes issues d'une minorité visible, des Néo-Canadiens, des autochtones ou des personnes handicapées et tous ceux qui peuvent contribuer à la diversité régionale en phase avec la mission et les objectifs stratégiques du journal.

Spécialiste du milieu de l'éducation en Alberta

Le journal doit rebâtir des ponts avec les conseils scolaires francophones et plus largement tout le milieu éducatif en Alberta. Son contenu est une ressource pédagogique, un outil de transmission et de fierté, encore inexploité.

Nous aurons besoin de conseils et d'expertise pour favoriser la liaison entre le journal et ce milieu.

Spécialiste de l'expérience communautaire

Les chefs de file de la communauté francophone en Alberta ont eu historiquement un fort attachement au journal.

Il est impératif de maintenir ce lien et de le fortifier. Le journal dépend encore largement de subventions gouvernementales. Nous jugeons qu'une expertise associée à cette réalité s'impose.

Spécialistes des tendances numériques

La manière dont on consomme l'information et leur monétisation ont drastiquement changé ces 20 dernières années. L'intégration numérique, représente un défi pour tous les médias.

Les nombreuses possibilités d'avenir requiert une vision stratégique qu'un.e tel.le spécialiste contribuerait à établir.

Spécialiste des médias

Le Franco évolue dans un écosystème médiatique unique et doit adapter sa stratégie aux tendances de cette industrie en pleine transformation.

Un.e allié.e du journal avec une vision d'ensemble, nationale, de la réalité des médias et des diffuseurs contribuera à notre succès.



Entré en fonction officielle : octobre 2021

Envoyez-nous une lettre d'intention avec quelques lignes sur votre expérience à : direction@lefranco.ab.ca

Vous avez jusqu'au 31 mars !

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

SIMON-PIERRE POULIN | DIRECTEUR | [DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA](mailto:direction@lefranco.ab.ca)

GEOFFREY GAYE | RÉDACTEUR EN CHEF | [REDACTION@LEFRANCO.AB.CA](mailto:redaction@lefranco.ab.ca)

PUBLICITÉ | [MARKETING@LEFRANCO.AB.CA](mailto:marketing@lefranco.ab.ca)

SARAH THERRIEN | RESPONSABLE COMMUNICATION / MARKETING ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

VALÉRIANE DUMONT | ADJOINTE ADMINISTRATIVE ET MARKETING | [RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA](mailto:reception@lefranco.ab.ca)

MÉLODIE CHAREST | JOURNALISTE | [JOURNALISTE@LEFRANCO.AB.CA](mailto:journaliste@lefranco.ab.ca)

GABRIELLE BEAUPRÉ | JOURNALISTE | [REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA](mailto:reportage@lefranco.ab.ca)

CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS

JUSTINE PERREAULT | ARNAUD BARBET | ETIENNE HACHÉ | MAXIME MAINIERI | ARIANE CORNEAU |

Le Franco est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes agates marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes : Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire. L'auteur doit être identifiable.

Annonces : Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs : N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca



Lignes Agates Marketing

APF Association de la presse francophone | FIER MEMBRE

CentralWeb
Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada